

SDAGE de Guadeloupe
Déclaration environnementale
au titre de l'article L122-10 du code de l'environnement

La démarche d'évaluation réalisée

La Directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement pose le principe que tous les plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale. Cette démarche concerne le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de Guadeloupe.

Dans ce cadre, l'autorité environnementale a rendu son avis le 15 décembre 2008 sur le projet de SDAGE et le rapport environnemental.

Il ressort de l'avis de l'autorité environnementale sur le projet de SDAGE que « les impacts de la mise en œuvre du SDAGE sont essentiellement positifs sur les thématiques environnementales qu'il couvre : en particulier l'eau, les milieux aquatiques associés, les risques naturels inondation et érosion des sols et la santé. »

Le rapport d'évaluation est jugé clair et suffisamment argumenté pour justifier les choix retenus dans le SDAGE.

La démarche itérative des apports de l'évaluation sur le projet de SDAGE lors de son élaboration est soulignée.

Toutefois, l'avis de l'autorité environnementale souligne que :

- La présentation d'un scénario de référence pour l'évolution des masses d'eau ainsi qu'une hiérarchisation des orientations auraient été souhaitables. La cohérence entre les objectifs du SDAGE et le programme de mesures en terme économique n'est pas suffisamment abouti (Avantage Coût Bénéfice)
- La réussite de la mise en œuvre du SDAGE semble largement tributaire de la mobilisation de ressources financières complémentaires permettant une accélération du rythme d'investissement et nécessairement accompagnée d'une amélioration de la gestion financière et technique des services de l'eau.

Il est nécessaire de mettre l'accent sur la gouvernance et d'inciter l'ensemble des acteurs à une réflexion sur l'amélioration de la gestion financière et technique des services de l'eau.

- La prise en considération de la chlordécone comme indicateur de la qualité des eaux conduit à masquer le suivi des masses d'eau pour les autres paramètres indicateurs de qualité. Il serait pertinent de pouvoir mesurer l'état sur les 2 options : avec et sans chlordécone.
- L'impact du SDAGE sur le paysage constitue un point de vigilance. En effet certaines dispositions conduisent à la réalisation d'ouvrages susceptibles d'avoir des effets négatifs sur le thème « paysage » (retenues d'eau, ...).
- Le suivi de la prise en considération de l'environnement devra être intégré au tableau de bord du SDAGE en renseignant de nouveaux indicateurs : nombre de projets avec évaluation environnementale et coût des mesures correctrices.

Prise en compte des consultations

Les 8 orientations du SDAGE sont issues de l'état des lieux et de la consultation du public en 2005, qui portait sur les questions importantes au niveau du bassin en termes de gestion de l'eau.

A partir de 2009, les ajouts au projet de SDAGE résultent essentiellement de la prise en compte de l'avis de l'autorité environnementale, des avis du public lors de la consultation qui s'est déroulée du 15 décembre 2008 au 15 juin 2009 et de la consultation des assemblées.

Outre les remarques de l'autorité environnementale, les points suivants ont été pris en considération :

- La consultation du public a permis de faire ressortir que la problématique de la pollution par les pesticides constitue la première préoccupation dans le domaine de l'eau ;
- L'assemblée territoriale de St Martin a souhaité que le SDAGE soit plus adapté aux spécificités de St Martin ;
- Le Conseil Général a sollicité d'être associé, ainsi que les communes, aux études relatives à la délimitation et à la protection des zones humides ;
- Le Conseil Supérieur de l'Energie s'est montré très réservé sur les conclusions du projet de SDAGE relatives à l'hydroélectricité et a souhaité des modifications d'écriture de certaines dispositions ;
- L'Office de l'Eau Guadeloupe a apporté des précisions à certaines dispositions ;

Ces avis ont permis d'améliorer le document de façon significative.

Parmi les points saillants qui montrent l'apport des consultations réalisées on peut citer les éléments suivants :

- Ajout d'une disposition visant à mener une réflexion sur l'amélioration de la gestion financière et technique des services de l'eau ;
- Ajout de dispositions spécifiques au territoire St Martin, et mention des dispositions non adaptées à St Martin ;
- Prise en compte de la demande d'association du Conseil Général dans la mise en œuvre des dispositions d'inventaire et de protection des zones humides ;
- Prise en compte des observations du Conseil Supérieur de l'Energie pour les modifications de certaines dispositions qui tendent à l'interdiction de fait de toute possibilité de réalisation de projets hydroélectriques ;
- Prise en compte des observations de l'Office de l'Eau Guadeloupe pour les modifications de certaines dispositions ;
- Prise en compte de la chlordécone dans l'évaluation de l'état écologique des eaux, et présentation des objectifs environnementaux selon 2 scénarios : avec et sans chlordécone ;
- Mise en avant des actions visant à la réduction des pollutions par les pesticides : plan national chlordécone, plan EcophytoDOM, Programme de Développement Rural 2007-2013, Plan Régional Santé Environnement et travaux du Groupe Régional d'Etudes de la Pollution par les produits Phytosanitaires;
- Mise en avant des évolutions en terme de connaissance de la qualité des masses d'eau. Ces acquisitions de connaissance permettent de positionner le SDAGE dans une démarche permanente d'évaluation et de progrès. Une première cartographie de l'état des masses d'eau réalisée à partir des données des réseaux de surveillance a été ajoutée au SDAGE.
- Ajout d'une simulation de l'évolution tendancielle de l'état des masses d'eau sans et avec la mise en œuvre du SDAGE ;
- Prise en considération d'un étalement des actions du programme de mesures contenu du coût financier des mesures et de leurs imputations sur le revenu des ménages. Cet étalement des

actions a provoqué un report de délai d'objectifs de bon état pour un certain nombre de masses d'eau ;

- Ajout des indicateurs nationaux et des indicateurs proposés par l'autorité environnementale au tableau de suivi du SDAGE.
- Concernant l'impact de certaines mesures sur le paysage : les travaux de grande envergure visés par cette remarque sont soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau, et dans ce cadre, ils doivent donc faire l'objet d'une notice d'incidence relative notamment à l'impact paysager.
- Les observations faites sur la méthodologie d'élaboration du rapport environnemental ont été transmises à l'évaluateur pour prise en considération.

Motifs qui ont fondé les choix opérés par le SDAGE

L'évaluation environnementale a été réalisée au cours de l'année 2008, sur le projet de SDAGE présenté à la consultation public.

A cette période, le SDAGE avait déjà fait l'objet d'études en amont et de consultations des parties intéressées pour aboutir à la version proposée, que ce soit :

- dans le cadre strict des instances de bassin avec une dizaine de réunions des groupes de travail sur la rédaction du SDAGE ;
- lors de la consultation du public et des assemblées en 2005, qui ont permis de déterminer les enjeux de gestion de l'eau auxquels devait répondre le SDAGE.

C'est la recherche du meilleur équilibre entre les aspirations des acteurs du bassin et pour l'atteinte des objectifs environnementaux qui explique les choix retenus pour la rédaction finale du SDAGE.

Les résultats de l'évaluation et l'avis de l'autorité environnementale, appuyé par les retours de la consultation des assemblées ont principalement conduit à une meilleure présentation des enjeux du SDAGE.

Mesures destinées à évaluer les incidences sur l'environnement de la mise en œuvre du SDAGE

Les effets de la mise en œuvre du SDAGE, sur l'atteinte des objectifs environnementaux qu'il fixe, sont suivis par la mise à jour, tous les 3 ans, d'un tableau de bord qui fait partie des documents d'accompagnement du SDAGE.

Ce tableau de bord regroupe :

- des indicateurs d'objectifs permettant d'évaluer l'évolution de l'état des masses d'eau du bassin, par l'exploitation des résultats des réseaux de surveillance mis en place dans le cadre de la directive cadre sur l'eau ;
- des indicateurs intermédiaires permettant notamment de rendre compte de l'évolution des pressions qui impactent les milieux aquatiques du bassin.
- des indicateurs spécifiques au suivi des dispositions du SDAGE.

D'une manière plus générale, la mécanique globale qui découle de la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau appelle à la révision tous les six ans de l'état des lieux et du plan de gestion (SDAGE) ; appuyée par des réseaux de surveillance des milieux renforcés, elle contribue à l'évaluation périodique des incidences de ce plan sur l'environnement. Ce cycle de révision permet d'adapter le schéma directeur selon les incidences relevées dans l'état des lieux.